



La crise sanitaire s'aggrave, le ministre de l'Education s'enferme dans le choix de l'imprévision !

Les organisations syndicales de l'éducation n'ont été reçues pour un point sur la situation sanitaire qu'aujourd'hui, 4 jours après une rentrée qui aurait pourtant dû faire l'objet de la plus grande vigilance après le brassage lié aux vacances et aux fêtes de fin d'année. Et cette réunion s'est tenue quelques heures *avant* les annonces du Premier Ministre qui a pourtant prévu de donner le cadre général de gestion de la crise sanitaire qui aurait été utile pour apprécier sa déclinaison à l'Éducation nationale.

De nouveau, Jean Michel Blanquer affiche beaucoup d'intentions mais se soucie peu des moyens pour les mettre en œuvre : aucune politique de tests à grande échelle, d'isolement des personnels et élèves positifs ou cas-contact, d'aération renforcée des salles, de non-brassage des élèves, etc. Les demi-groupes sont possibles uniquement en lycée et sans cadrage national, ce qui contribue à creuser les inégalités. De même, l'organisation des périodes de formation en entreprise est laissée à l'appréciation de chaque lycée professionnel, créant des inégalités et désorganisant les enseignements. La question des examens est renvoyée au dernier moment.

Tout et son contraire sont dits sur la vaccination, tantôt annoncée en mars et organisée dans les écoles et établissements scolaires, tantôt prévue comme pour toute la population plus tard et via le médecin traitant. Les personnels ou les élèves vivant au domicile avec une personne considérée comme vulnérable ne bénéficient toujours pas de mesures de protection renforcée. L'ensemble des agent-es des services publics, particulièrement exposé-es, doivent avoir accès dès maintenant aux vaccinations. De manière générale, la FSU a demandé pour tous les personnels des protections adaptées à leur exposition, notamment pour les AED et les AESH. La FSU a fait des propositions pour que tous les scénarii soient envisagés, y compris en cas de circulation d'un variant plus contagieux et touchant davantage les jeunes du virus, sans véritable prise en compte par le ministère.

La crise engendre des tensions fortes sur le climat scolaire et social et la communauté scolaire est fatiguée et inquiète. La jeunesse, frappée de plein fouet par les conséquences des crises sanitaire, économique et sociale qui se combinent désormais, mérite d'être au cœur des préoccupations. Cela passe par un plan de recrutements massifs, le renforcement des équipes pluriprofessionnelles au sein des établissements scolaires et le maintien des infirmier-es de l'Education nationale et d'une politique éducative sociale et de santé sous la gouvernance et la responsabilité pleine et entière du ministère.

De même, la situation sociale dramatique que vivent les étudiant-es nécessiterait un plan d'action conséquent.

La jeunesse est une grande oubliée du « plan de relance » alors qu'elle est l'actrice de la société de demain !

La gestion erratique et sans moyens supplémentaires de la crise sanitaire est à la mesure du mépris que les personnels ressentent sur l'ensemble de la politique éducative, édictée à l'endroit des conditions d'exercice de leurs métiers et missions et de leurs expertises professionnelles et de l'absence de reconnaissance de leur engagement quotidien par des carrières et des salaires revalorisés.

Cela ne donne que plus de force à l'appel que la FSU, avec une large intersyndicale, a lancé à tous les personnels de l'Education nationale, rejoints par l'enseignement supérieur et la recherche, à se mettre en grève mardi 26 janvier et, dès maintenant, à exiger les mesures de protection nécessaires de leur employeur.

Les Lilas, 07 janvier 2021

